

Stanislas Guerini face au défi du pouvoir d'achat dans la fonction publique



"J'ai conscience des difficultés économiques des agents publics avec l'impact de l'inflation sur leur pouvoir d'achat", a déclaré le nouveau ministre de la Transformation et de la Fonction publiques, Stanislas Guerini lors de sa prise de poste. Premier chantier de taille qui l'attend : **le dégel annoncé de la valeur du point d'indice.**

Amélie de Montchalin l'avait reconnu en juillet 2020 à l'occasion de sa nomination comme ministre de la Transformation et de la Fonction publiques (MTFP) : sa mission, disait-elle alors, est "immense". Celle qui attend son successeur, Stanislas Guerini, l'est tout autant.

"Je serai d'abord le ministre des agents publics, a-t-il souligné lors de la cérémonie de passation de pouvoirs vendredi 20 mai. *Agents de l'État, agents de la fonction publique territoriale, agents de la fonction publique hospitalière, fonctionnaires comme contractuels*". **Ces agents "forment la colonne vertébrale de notre pays"**, a ajouté Stanislas Guerini en disant vouloir s'inscrire dans la "lignée" de sa désormais prédécesseuse qui vient d'être nommée ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires.

Le défi du pouvoir d'achat

Lors de ce discours, le directeur général d'En Marche a notamment souligné "l'ambition" portée par Amélie de Montchalin "dans des conditions qui n'ont pourtant pas été faciles". Référence en particulier à l'application de la loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019 et plus précisément à la mise en œuvre de la réforme de la haute fonction publique (suppression-transformation de l'ENA, réforme des modalités d'accès dans la haute administration, mise en extinction des grands corps,...).

"Tu auras su non seulement tenir bon la barre dans les crises mais aussi impulser des changements profonds", a-t-il ainsi lancé à l'adresse d'Amélie de Montchalin. Cette dernière le prévenant également de la difficulté de la tâche qui attend le nouveau ministre MTFP et des "défis immenses" qu'il aura à relever.

Premier défi et non des moindres, celui du pouvoir d'achat des agents publics. Une problématique devenue encore plus prégnante ces derniers mois sous le poids de l'inflation galopante, aggravée par le conflit ukrainien. "J'ai conscience des difficultés économiques avec l'impact de l'inflation sur leur pouvoir d'achat qui ne les touchent pas moins que le reste de nos concitoyens", a déclaré Stanislas Guerini qui aura à mener tout prochainement des discussions salariales avec les représentants du personnel et des employeurs publics.

"Méthode partenariale"

Dans une interview au *Journal du dimanche*, ce 22 mai, la nouvelle Première ministre, Elisabeth Borne, a d'ailleurs confirmé que le dégel de la valeur du point d'indice de la fonction publique serait intégrée dans le projet de loi de finances rectificative que l'exécutif compte présenter après les législatives de juin prochain. La concrétisation de cette promesse de campagne d'Emmanuel Macron dépendra néanmoins du résultat de ces élections. Charge ainsi pour Stanislas Guerini de mener, dans les prochains jours et semaines, la concertation sur cette toujours hypothétique revalorisation générale dont l'ampleur n'est pas encore connue.

Après un premier quinquennat Macron marqué par des relations tendues entre l'exécutif et les syndicats - autour de la réforme de la fonction publique notamment -, Stanislas Guerini se fait aujourd'hui le promoteur d'une "méthode partenariale". "Je ne crois qu'au collectif. C'est, j'en suis persuadé, la seule manière de transformer l'action publique de manière durable", a-t-il affirmé en référence au slogan de campagne d'Emmanuel Macron "Avec vous". Un premier échange était ainsi prévu ce lundi 23 mai entre le ministre et les syndicats. Des représentants du personnel aux revendications nombreuses en particulier sur les questions de pouvoir d'achat. Mission assignée à Stanislas Guerini : déminer le terrain sur le front social.